

# Le long chemin vers le développement

Comment les défauts d'efficacité entravent les progrès de l'Agenda 2030



CSOPartnershipOD  
for Development Effectiveness

Réalisé par la plateforme mondiale de la société civile Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement, à temps pour le Forum de haut niveau des Nations unies de 2021.

Photo de Evan Krause sur Unsplash

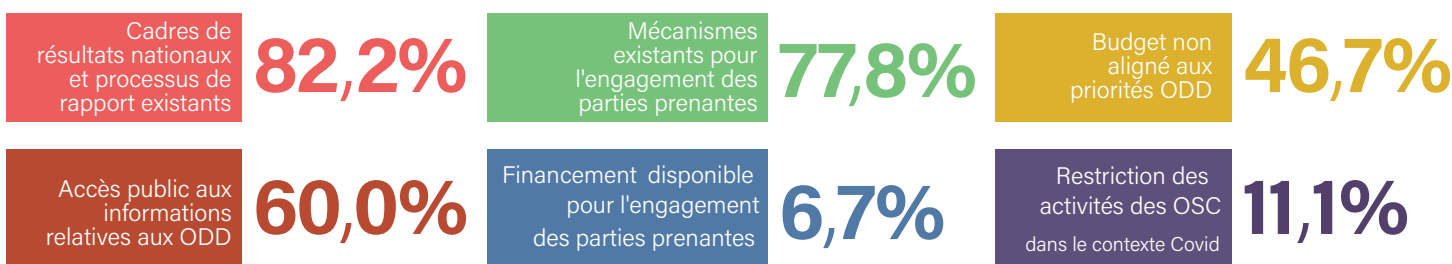
Ce document présente les réflexions et recommandations des organisations de la société civile (OSC) sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau national, au prisme des principes de la coopération efficace pour le développement (CED). Cette étude est basée sur l'enquête du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) menée du 27 mars au 30 avril 2021. Au total, 109 OSC ont participé à cette enquête dans 45 pays - tous sauf trois sont des pays en développement, et 11 doivent présenter leur examen national volontaire (ENV) en 2021.

Selon les répondants à l'enquête, presque tous les gouvernements ont intégré les ODD dans la planification du développement national ou dans la politique de coopération au développement. En outre, une nette majorité de pays disposent d'une stratégie en matière d'ODD et d'une agence désignée pour la mise en œuvre de cette stratégie.

D'autre part, selon les répondants à l'enquête, les budgets nationaux ne sont pas alignés sur les priorités des OSC, ce qui suggère une faible appropriation des stratégies par les OSC dans la plupart des pays.

Un signe apparemment positif pour la transparence et la responsabilité est la forte proportion de pays ayant établi un cadre national de résultats et un processus de rapport sur les ODD. Toutefois, cette observation doit être nuancée car le processus de rapport sur les ODD n'est pas ouvert au public dans près de la moitié des pays sondés par l'enquête. En outre, les informations relatives aux ODD ne sont pas diffusées de manière proactive auprès du public. Plus alarmante encore est la tendance des gouvernements à être très sélectifs dans leurs rapports sur les ODD, soulignant leurs réalisations tout en laissant de côté leurs lacunes et leurs échecs, dressant ainsi un tableau trompeur de la réalité.

## Sur les 45 pays couverts par l'enquête :



## Sur les 109 OSC répondantes :



Le POED tient à remercier toutes les personnes et leurs organisations dont les précieuses contributions à l'enquête ENV de cette année ont rendu cette étude possible.

En ce qui concerne les partenariats avec les parties prenantes et la participation de la société civile, la plupart des pays disposent de mécanismes d'engagement des parties prenantes. Cependant, l'institutionnalisation de l'engagement des parties prenantes dans les processus des ODD reste généralement faible au niveau national. En outre, si la plupart des pays autorisent les OSC à participer aux discussions et aux consultations sur les ODD, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles influencent réellement les politiques et la mise en œuvre qui en résultent.

Les répondants à l'enquête ont identifié des facteurs importants qui entravent la participation de la société civile aux processus des ODD dans leurs pays respectifs, notamment le manque de ressources consacrées à la participation de la société civile et le manque d'informations concernant la mise en œuvre des ODD. Des facteurs politiques sont également en jeu, plusieurs OSC signalant que le processus de participation n'est ni inclusif ni transparent - en fait, les voix critiques sont délibérément exclues.

En termes de résultats, l'enquête n'a pas tenté de mesurer l'atteinte des ODD en soi. Au lieu de cela, l'enquête a simplement sondé les "autres impacts positifs" de la mise en œuvre des ODD qui sont néanmoins importants.

Bien que la liste ne soit pas exhaustive, l'enquête confirme que la mise en œuvre des ODD présente des avantages contingents notables dans de nombreux pays couverts par l'étude, tels que la formation de partenariats multipartites et un effort accru pour promouvoir l'égalité des genres dans les programmes de développement nationaux.

Les OSC interrogées ont identifié des lacunes importantes dans la mise en œuvre des ODD, notamment le mauvais alignement des allocations budgétaires du gouvernement sur les priorités des ODD et l'insuffisance de la consultation et de l'engagement des OSC dans les processus des ODD. Les OSC signalent que la mise en œuvre des ODD a été retardée ou perturbée par la pandémie et les mesures mises en œuvre pour la contenir, telles que les fermetures/ confinements et la distanciation sociale. Certaines OSC signalent également que les activités des OSC dans leur pays ont été réduites dans le cadre des restrictions liées à la pandémie.

## Principales recommandations tirées des résultats de l'enquête :



Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement



[csopartnership.org](https://csopartnership.org)



@CSOPartnerships



@CSOPartnerships\_



[bit.ly/CPDELinedIn](https://bit.ly/CPDELinedIn)



@csopartnerships

1

Les porteurs de devoirs doivent coopérer avec la société civile pour traduire l'Agenda 2030 en plans, programmes et efforts de suivi locaux et veiller à ce que les priorités locales alimentent les plans nationaux et le processus des ENV.

2

Veiller à ce que les processus nationaux d'examen des ODD soient ouverts au public et à ce que la diffusion de l'information soit effectuée de manière proactive, en contact avec les citoyens et pas seulement avec les experts techniques.

3

Assurer l'engagement de la société civile dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en formalisant et en institutionnalisant la participation des OSC dans les structures de gouvernance soutenues par des lois, des mécanismes, des ressources et un développement des capacités favorables à la société civile, en particulier pour les groupes et communautés marginalisés.

4

Respecter et protéger les droits de tous les citoyens à effectuer leur suivi et leur examen indépendant de l'Agenda 2030, y compris ceux qui peuvent être critiques à l'égard des politiques et des programmes de l'État.

5

Établir les liens entre les politiques, les programmes et les allocations budgétaires spécifiques et les résultats lorsqu'il s'agit de rendre compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.